

France

19/12/2024

L'incertitude politique pèse de plus en plus sur le climat des affaires et les perspectives

Les perspectives économiques françaises continuent de s'assombrir en raison de l'incertitude politique, le climat des affaires ayant de nouveau baissé en décembre.

Troisième baisse consécutive du climat des affaires

Le climat des affaires en France s'est encore dégradé en décembre, perdant deux points. C'est le troisième mois consécutif de baisse. Il se dégrade dans tous les secteurs, sauf dans l'industrie où il est stable mais faible. La baisse est très visible sur les composantes prospectifs, les chefs d'entreprise voyant d'un œil beaucoup moins positif la demande et la production pour les mois à venir. La hausse du pessimisme pour les mois à venir est particulièrement perceptible dans le secteur des services. L'ancien engin de croissance de l'économie française n'est plus, freiné semble-t-il par l'incertitude politique et la détérioration du contexte économique qui en découle. Dans l'industrie, l'incertitude ressentie augmente nettement, conduisant à une détérioration des perspectives de production selon les chefs d'entreprises, malgré une hausse des commandes. Les stocks augmentent à nouveau. La hausse de l'incertitude ressentie est également forte dans le commerce de détails, où les chefs d'entreprises signalent également des ventes passées en baisse.

Dans le même temps, le climat de l'emploi continue de se dégrader, signalant un affaiblissement à venir du marché du travail et une hausse probable du chômage.

Une contraction du PIB au T4 possible

Mises ensemble, ces données indiquent un net affaiblissement des perspectives économiques françaises. Alors que le troisième trimestre avait été dynamique, notamment grâce aux Jeux Olympiques, les indicateurs de confiance dépeignent un quatrième trimestre beaucoup plus faible. Alors que l'Insee et la Banque de France tablent encore sur une stabilisation de la croissance économique fin 2024, les données d'aujourd'hui, ainsi que la révision à la baisse des du climat des affaires de novembre, indiquent qu'une contraction de l'activité est possible. Nous tablons sur une baisse du PIB de 0,1% en glissement trimestriel au T4.

Un amas de nuage noir sur les perspectives 2025

Pour la suite, la situation politique continuera d'influencer les perspectives. Tant qu'aucun gouvernement ne sera formé, la nomination de François Bayrou au poste de Premier Ministre ne suffira pas à diminuer l'incertitude politique. La question non résolue du budget 2025 continue de placer les entreprises et les ménages dans une situation attentiste, qui freine nettement l'activité. A ce stade, la seule chose qui est certaine est que le budget 2024 sera prolongé en 2025, la loi spéciale le permettant ayant été votée. Cela signifie que le déficit budgétaire restera beaucoup trop élevé, après s'être établi proche de 6,3% en 2024. Les dernières estimations, entourées d'une considérable incertitude, tablent sur un déficit au-delà de 6% en 2025 dans l'état actuel, soit tant que le budget 2024 est prolongé à l'année prochaine. Il semble peu probable qu'un budget soit voté dans les prochaines semaines, ce qui rendra l'effort de redressement des finances publiques à réaliser par après encore plus difficile. Le précédent gouvernement avait promis de revenir à un déficit de 5% du PIB en 2025 et de 3% en 2029, mais ces objectifs deviennent de moins en moins crédibles à mesure que le temps passe. Pendant ce temps, tous les acteurs économiques sont bien conscients

Charlotte de Montpellier
Senior Economist

qu'un budget restrictif devra être mis en place à un moment ou à un autre, et postposent leurs décisions en attendant de voir quelles seront les hausses de taxation mises en place. Cela se traduit par une dynamique enrayée pour les investissements des entreprises et ménages, ainsi que la consommation des ménages. Une nouvelle hausse du taux d'épargne des ménages est probable.

A ces questions s'ajoute la recrudescence d'attention des marchés financiers, la baisse de la note de la dette française par Moody's en étant le signal le plus clair. Cette dégradation de la note a eu comme conséquence une dégradation des notes de 7 banques françaises, qui pourrait conduire à une hausse de leurs coûts de financement et in fine à une hausse du coût du crédit en France. Dans un contexte où les investissements des entreprises sont toujours très dégradés, ce n'est pas une bonne nouvelle.

Enfin, le contexte international, avec une croissance faible des voisins européens, la concurrence forte des produits chinois et la menace des hausses de droit de douane, n'est pas porteur pour les exportations françaises dans les prochains mois.

Tous ces éléments laissent penser que l'économie française va passer un hiver difficile, où l'activité économique devrait stagner, une récession ne pouvant être exclue. Si l'on peut espérer une légère reprise quand – et si – la situation politique se clarifie, ça ne sera pas suffisant pour booster sensiblement l'activité française en 2025. Nous tablons donc toujours sur une croissance du PIB de 0,6% en 2025 contre 1,1% en 2024 – un chiffre inférieur à la plupart des prévisions des instituts officiels. La différence s'explique par le fait que les derniers développements politiques sont déjà intégrés dans notre prévision, tout comme la hausse probable des barrières tarifaires l'an prochain. Dans ce contexte, il nous reste à espérer que l'esprit de Noël, et les décideurs politiques, permettent de dissiper prochainement les nuages qui pèsent sur l'économie française et de revoir les prévisions à la hausse. Cela nécessitera un vrai miracle de Noël, les risques étant pour le moment orientés à la baisse.

.

Clause de non-responsabilité

Cette publication a été préparée par la division d'analyse économique et financière de ING Bank NV, succursale en France ("ING") exclusivement à titre d'information, sans tenir compte des objectifs d'investissement, de la situation financière ou des moyens d'un utilisateur en particulier. Les informations dans cette publication ne constituent ni une recommandation de placement, ni un conseil fiscal, juridique ou en investissement, ni une offre ou une incitation à acheter ou vendre des instruments financiers. Même si toutes les précautions ont été prises pour assurer que les informations contenues dans ce document ne soient ni erronées, ni trompeuses au moment de la publication, ING ne peut en garantir ni l'exactitude ni l'exhaustivité. ING ne peut être tenue pour responsable d'éventuelles pertes directes ou indirectes pour donner suite à l'utilisation de cette publication. Sauf indication contraire, les opinions, prévisions ou estimations sont uniquement celles du ou des auteurs à la date de la publication et peuvent être modifiées sans préavis.

La distribution de cette publication peut faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires dans certaines juridictions et les personnes qui entrent en possession de celle-ci doivent se renseigner à propos de ces restrictions et les respecter.

Cette publication est soumise à la protection du copyright et des droits des bases de données et ne peut être reproduite, distribuée ou publiée par quiconque, quel que soit l'objectif, sans l'accord préalable de ING. Tous les droits sont réservés. L'entité juridique responsable de la publication (nom de l'entité juridique locale) est agréée par la banque centrale néerlandaise et est supervisée par la Banque centrale européenne (BCE), la banque centrale néerlandaise (DNB) et l'autorité des marchés financiers néerlandaise (AFM). ING Bank N.V. est enregistrée aux Pays-Bas (n° 33031431 au registre commercial d'Amsterdam). (Ajouter le régulateur local. Vérifier s'il doit aussi être fait référence à la DNB et à la BCE. Vérifier si les références aux autorités britanniques et américaines peuvent être supprimées vu que le rapport local ne sera pas publié en anglais).

Au Royaume-Uni, cette publication est approuvée et/ou communiquée par la succursale londonienne de ING Bank N.V. (ING Bank N.V., London Branch). ING Bank N.V., London Branch, est assujettie, de façon restreinte, à la réglementation de la Financial Conduct Authority (FCA). ING Bank N.V., London branch, est enregistrée en Angleterre (n° BR000341) à 8-10 Moorgate, London EC2 6DA.

À l'attention des investisseurs américains : toute personne qui souhaite discuter de cette publication ou effectuer des transactions dans un titre mentionné dans ce document doit prendre contact avec ING Financial Markets LLC, qui est membre de la NYSE, la FINRA et la SIPC et qui fait partie de ING, et qui a accepté la responsabilité de la distribution de ce document aux États-Unis conformément aux dispositions en vigueur.